

Questions orales

[Traduction]

LE DRAPEAU

M. Jim Jordan (Leeds—Grenville): Monsieur le Président, la journée d'aujourd'hui marque le 25^e anniversaire du drapeau canadien.

Des voix: Bravo!

M. Jordan: Cela fait aujourd'hui 25 ans exactement que notre drapeau à feuille d'érable rouge caractéristique flotte au-dessus du Parlement canadien.

À l'époque, le premier ministre Pearson avait dit que John Matheson, un ancien député de Leeds, avait, plus que tout autre, oeuvré pour que les Canadiens aient leur propre drapeau.

Aujourd'hui, nous saluons John Matheson et tous les fiers Canadiens, alors que nous célébrons le 25^e anniversaire de l'unifolié, symbole du Canada.

* * *

LE DÉPUTÉ DE CHAMBLY

M. Albert Cooper (Peace River): Monsieur le Président, j'ai en main un article incroyable qui commence par la manchette suivante: «Edmonston fait volte-face: Il s'oppose maintenant à l'Accord du lac Meech.» Je vais vous citer certains passages de l'article dans lequel on dit:

Durant le Congrès à la direction du parti, en décembre, M. Edmonston a réagi vivement à une motion de compromis tendant à obtenir des modifications à l'Accord du lac Meech.

Les délégués l'ont acceptée, afin de concilier la position des partisans de l'accord et celle des néo-démocrates favorables à des modifications importantes.

M. Edmonston a alors averti les participants qu'on ne pouvait pas tout avoir, et qu'il ne s'agissait pas en l'occurrence de menaces ou de chantage, mais qu'à son avis, la motion constituait un vote contre l'Accord du lac Meech et contre le Québec.

Un peu plus loin dans l'article, on ajoute:

Au cours de la campagne dans le cadre de l'élection partielle, M. Edmonston a tout simplement fait comme si le NPD n'avait pas pris position sur la question; il a plutôt fait campagne en faveur d'une acceptation totale de l'accord, sans amendements.

On précise enfin:

Or, il a renié hier la position qui lui avait permis de remporter une victoire éclatante dans l'élection partielle de lundi, dans le comté de Chambly, au Québec, alors qu'il s'était dit en faveur de l'Accord du lac Meech et qu'il avait rejeté l'idée de tout compromis à ce sujet.

En effet, le voilà maintenant qui dit souscrire entièrement à la position de son parti. Peut-on être plus cynique? Je vous parie que les pauvres électeurs de Chambly se posent bien des questions aujourd'hui.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, il y a quelques années, j'ai lutté pour sauver *The Friendly Giant* des compressions budgétaires imposées à Radio-Canada. La semaine dernière a été comme la répétition d'un mauvais rêve. Le cauchemar a commencé avec l'élimination de *Switchback*, une excellente émission de services pour les jeunes, produite en région pour la télévision de Radio-Canada, et il s'est terminé avec l'annonce des mesures d'austérité des conservateurs, notamment la TPS et l'élimination des subventions postales, qui pourraient bien faire disparaître les revues *Owl* et *Chickadee*, à une époque où nous voulons encourager nos enfants à lire et les sensibiliser à l'environnement.

Le gouvernement provoquera la disparition des émissions pour enfants. À quoi faut-il s'attendre maintenant? L'embauchage de Schtroumpfs non syndiqués en remplacement d'animateurs vedettes?

Mais il n'y va pas seulement du divertissement. L'esprit des jeunes se formera, que nous intervenions ou pas. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de décider qui les formera et comment.

Cela peut se faire par Nintendo, Rambo et G.I. Joe ou, en pensant à l'avenir, au moyen d'une programmation intelligente et par des lectures riches et instructives. C'est à nous qu'il appartient de choisir.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, on récolte ce qu'on sème. Le taux d'intérêt de la Banque du Canada s'élève aujourd'hui à 13,32 p. 100, ce qui représente un niveau record depuis la récession du début des années 1980.

Je voudrais poser au ministre des Finances la question suivante. Reconnaîtra-t-il que les prévisions qu'il formulait dans son budget l'an dernier, soit que les taux s'établiraient à environ 10 p. 100 à ce stade-ci, se sont révélées absolument fausses? Le ministre des Finances se doit d'expliquer aux Canadiens et aux marchés monétaires, ainsi qu'aux investisseurs et au secteur privé, la politique du gouvernement en ce qui concerne les taux d'intérêt au Canada.